



LETTRE OUVERTE

Le 3 mai 2022

A Monsieur le Président du Conseil Départemental du VAR

Monsieur le Président,

Les organisations de retraité.es du Var : CGT, FO, CFTC, CFE/CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP et LSR s'adressent une nouvelle fois à vous, sous la forme d'une lettre ouverte, nos précédents courriers (27 avril 2020 et 21 décembre 2021) étant restés sans réponse.

Nous vous sollicitons à propos des EHPAD de notre département, auxquels des milliers d'euros d'argent public sont régulièrement distribués, notamment par l'ARS et le département, et pour lesquels nous vous avons déjà interpellé dans nos précédents courriers.

Les derniers rapports de l'IGF et de l'IGAS, récemment rendus publics, confirment les éléments mis en avant dans l'ouvrage de Victor CASTANET « Les Fossoyeurs ».

Cette maltraitance institutionnelle dans notre département a été dénoncée par des articles de presse avec des témoignages de résident.es, de familles et de personnels.

Nous vous demandons donc de nous dire comment vous avez organisé les contrôles quant au fonctionnement des EHPAD du Var et quant à l'utilisation de l'argent public : leur fréquence, sur quoi portent-ils ? le nombre de personnels est-il en rapport avec le nombre de résident.es et leurs handicaps ? Comment vérifiez-vous la qualification des personnels. Ces contrôles sont-ils annoncés ou inopinés ? Les contrôleurs ont-ils la compétence et les moyens de les exercer ? Faites-vous des contrôles de la mise en œuvre des projets personnalisés des résident.es et de leurs actualisations annuelles ?

Nous vous demandons également de nous informer des mesures prises quand un « dysfonctionnement » est avéré.

Nous ne doutons pas que ces questions soient traitées par le département.

Nous savons qu'une cellule « écoute et vigilance » a été mise en place, mais son accès semble assez opaque. Nous aimerions savoir comment vous communiquez à son propos et comment par exemple une famille peut-elle la saisir ?

Lors du CDCA du 31 janvier 2022, suite aux révélations de l'enquête de Victor CASTANET, nos organisations ont proposé la tenue d'un CDCA extraordinaire sur les EHPAD, en précisant que ne pas faire toute la lumière sur la situation des EHPAD pourrait s'apparenter à de la complicité.

Nous nous étonnons de n'avoir eu aucune réponse à ce jour.

...

Pour sortir de cette situation critique, nos organisations revendiquent, entre autres, 1 personnel d'accompagnement pour 1 résident, alors que le taux affiché actuellement est seulement de 0,6 et encore en tenant compte du personnel administratif !

Nos organisations considèrent que 200 000 embauches sont nécessaires dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Nos organisations réclament un grand service public de la prise en charge de l'autonomie géré par l'assurance maladie.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération.

Pour les organisations de retraité.es

Brigitte CHEINET- CGT

Frédéric BASTY – FO

Roger-Marie MEBROUK – CFTC

Michel JULLIEN– CFE CGC UNIR

Gilberte MANDON- FSU

Christian GODMET – UNIRS Solidaires

Michel FORTUNA – FGR-FP

Alain CONSTANS -LSR